



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La France salue la publication du premier volume du 6e rapport d'évaluation du GIEC

La France salue la publication, aujourd'hui lundi 9 août 2021, du premier volume du 6^e rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les aspects physiques du changement climatique.

Fruit d'une collaboration internationale de près de 250 scientifiques issus de plus de 60 pays, ce nouveau rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) présente l'état actuel des connaissances sur le changement climatique et ses dernières tendances, ainsi que de nouvelles projections climatiques mondiales et régionales - en fonction de différents scénarios socio-économiques -, portant notamment sur la température, les précipitations et la hausse moyenne du niveau des mers.

Le constat du GIEC est alarmant : la hausse de la température globale s'est encore accentuée, à un rythme qui fera très probablement dépasser le seuil de 1,5°C de réchauffement depuis l'ère préindustrielle entre 2021 et 2040.

Pour limiter et stabiliser le réchauffement climatique sous les 2°C, voire à 1,5°C, le GIEC réaffirme qu'il faut baisser les émissions de CO₂ rapidement et atteindre zéro émissions nettes de CO₂ autour de 2050 ainsi qu'une forte réduction des émissions des autres gaz à effet de serre.

Les conséquences du changement climatique déjà observées seront accentuées au fur et à mesure du réchauffement global. Cela touche notamment les extrêmes de température, l'intensité des précipitations, la sévérité des sécheresses, l'augmentation en fréquence et intensité des événements climatiques aujourd'hui rares.

Certains impacts, comme la montée du niveau de la mer ou encore la fonte des calottes glaciaires, seront irréversibles à l'échelle de plusieurs centaines voire milliers d'années. Les mécanismes naturels d'absorption du carbone, notamment par les forêts et les océans, seront de moins en moins efficaces.

Ce rapport renforce la volonté de la France de continuer à agir, au niveau international et au niveau national, dans le cadre de l'accord de Paris pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et se préparer à certains impacts devenus inéluctables du changement climatique.

Sous l'impulsion notamment de la France, l'Union européenne a adopté un objectif de neutralité carbone pour 2050 et a rehaussé son ambition en portant son objectif de réduction des émissions nettes à au moins 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

La Commission européenne a publié le 14 juillet une série de propositions législatives pour mettre en œuvre cette ambition.

Au niveau national, la loi climat et résilience, issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, met en place de nouvelles mesures sur les transports, la rénovation des logements ou encore la lutte contre l'artificialisation qui contribueront, avec l'ensemble des mesures déjà prises au cours du quinquennat, à atteindre nos objectifs.

À travers [le deuxième plan national d'adaptation au changement climatique](#), le Gouvernement met également en œuvre les actions nécessaires pour protéger les citoyens et adapter tous les secteurs de l'économie aux futures conditions climatiques, tout en améliorant leur résilience.

«Ce rapport du GIEC rappelle à juste titre, une nouvelle fois, l'urgence réelle de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre pleinement en œuvre l'accord de Paris qui est notre boussole à tous, Etats, collectivités, société civile, entreprises, ONG pour limiter le réchauffement climatique et ses conséquences. La COP26 qui se tiendra en novembre à Glasgow est un rendez-vous crucial pour rehausser l'ambition mondiale en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La diplomatie française est pleinement mobilisée aux côtés de la présidence britannique de la COP26 et appelle tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à rehausser et mettre en œuvre leurs objectifs climatiques nationaux, comme l'a fait l'Union européenne en décembre 2020.» a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

«Les travaux du GIEC constituent pour tous les pays du monde la pierre angulaire scientifique sur laquelle fonder nos politiques climatiques. Sept ans après sa dernière évaluation, le GIEC anticipe une accélération du réchauffement climatique et une intensification des événements dramatiques que nous subissons d'ores et déjà sur tous les continents. Face à cette menace, la ligne est claire : appliquer pleinement et partout l'Accord de Paris. A la fois pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et nous adapter à des événements climatiques de plus en plus extrêmes. L'Europe a montré l'exemple avec le rehaussement de notre ambition de réduction des émissions nettes à -55 % d'ici 2030 par rapport à 1990 et le paquet « fit for 55 ». Le défi est immense car il implique de sortir en une décennie d'une civilisation fondée sur les énergies fossiles depuis plusieurs siècles. Avec un plan de relance de 30 milliards d'investissements verts, la loi Climat et Résilience, une action européenne et internationale déterminée pour décarboner l'économie mondiale, la France se bat.» a déclaré Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique.

« La recherche a le devoir d'approfondir notre connaissance des phénomènes liés au dérèglement climatique et l'enseignement supérieur a la mission de sensibiliser et de former tous les étudiants aux enjeux de la transition écologique et aux objectifs du développement durable. Le nouveau constat posé par le GIEC est implacable : aucune région du monde n'est épargnée par le changement climatique et les populations en subissent désormais des conséquences très directes. Je tiens à saluer l'excellence et l'implication des chercheurs du monde entier qui nous alertent, avec la plus grande rigueur scientifique, sur ce qui nous attend collectivement si nous ne prenons pas les nouvelles orientations qui s'imposent. De nombreux efforts ont d'ores et déjà été engagés à l'échelle mondiale, mais il faut aller plus loin. Notre planète est notre bien le plus précieux, il y a urgence à agir.» a déclaré Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Depuis plus de 30 ans, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) évalue l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes, ses impacts. Il identifie également les possibilités de limiter l'ampleur du réchauffement climatique et la gravité de ses impacts et de s'adapter aux changements attendus.

Les rapports du GIEC fournissent un état des lieux régulier des connaissances les plus avancées. Cette production scientifique est au cœur des négociations internationales sur le climat. Elle est aussi fondamentale pour alerter les décideurs et la société civile.

En France, de nombreuses équipes de recherche travaillent sur ces sujets, impliquant plusieurs centaines de scientifiques, qui contribuent à différentes phases d'élaboration des rapports du GIEC. La contribution financière française au budget du GIEC s'élève à 1 million d'euros par an.

Contacts presse :

Service presse du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Tél : 01 43 17 57 57

Mél : presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

Service presse de Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique

Tél : 01 40 81 78 31

Mél : secretariat.communication@ecologie.gouv.fr

Service presse de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Tél : 01 55 55 82 00

Mél : presse-mesri@recherche.gouv.fr